BAC DE SES · SESSION 2026

Dissertation

Amérique du Nord | Jour 2 | 26-SESJ2AN1 | Action publique pour l'environnement

L'action des pouvoirs publics pour lutter contre le changement climatique est-elle efficace ?



LES CONSEILS DE TON PROF

Pour réussir cet exercice

- Épreuve de 4 heures : si tu choisis la dissertation, tu ne fais pas l'épreuve composée.
- Utilise l'ensemble des documents proposés (de 3 à 4 documents).
- Reformule la question posée afin d'élaborer une problématique.
- Ton plan doit comporter des sous-parties et être équilibré.



Besoin d'un coup de pouce ?

Des sujets corrigés, des fiches de révision et des quiz t'attendent dans l'appli SOS SES : app.sosses.fr

Dissertation s'appuyant sur un dossier documentaire

Il est demandé au candidat :

- *de répondre à la question posée par le sujet ;*
- *de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;*
- *de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;*
- *de rédiger, en utilisant le vocabulaire économique et social spécifique approprié à la question et en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties.*

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

SUJET

Ce sujet comporte quatre documents.

L'action des pouvoirs publics pour lutter contre le changement climatique est-elle efficace ?

DOCUMENT 1

Émissions de gaz à effet de serre entre 1990 et 2022 de quelques pays et de l'Union européenne (en Mt CO_2 éq)[1]

	1990	2022	Évolution 1990-2022 (en %)
Royaume-Uni	787	428	-45,6
UE à 27	4 925	3 604	-26,8
États-Unis	6 164	6 018	-2,4
Brésil	696	1 310	+88,4
Inde	1 437	3 943	+174,5
Chine	4 115	15 726	+282,2

Source : d'après la base de données sur les émissions de CO_2 pour la recherche atmosphérique mondiale, 2023.

1 : Mt CO_2 éq : Millions de tonnes en équivalent CO_2 c'est-à-dire la quantité totale de gaz à effet de serre émise exprimée en millions de tonnes de dioxyde de carbone (CO2).

DOCUMENT 2

Dans le cadre de l'Accord de Paris, les pays se sont fixés des objectifs pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) et renforcer leur résilience[1] face aux impacts du changement climatique. Cependant, cette transition nécessite des investissements importants et le manque de financement reste un obstacle majeur à l'accélération de l'action climatique dans les pays en développement. Lors de la COP29[2] qui a réuni près de 200 États à Bakou du 11 au 24 novembre 2024, les pays développés se sont engagés à financer davantage les pays pauvres menacés par le changement climatique. […]

L'un des principaux résultats de la COP29 est l'adoption d'un objectif mondial de financement visant à tripler les investissements climatiques pour les pays en développement. D'ici 2035, ces financements devraient atteindre 300 milliards de dollars par an, contre 100 milliards de dollars précédemment. Un deuxième objectif a également été fixé : mobiliser 1 300 milliards de dollars par an pour l'action climatique, avec la contribution de sources publiques et privées.

Cet accord reste, cependant, insuffisant pour de nombreux pays en développement qui appelaient à un financement plus ambitieux (1 000 milliards de dollars) pour faire face à la crise climatique. De son côté, Simon Stiell, responsable des Nations unies pour le climat, a qualifié ce nouvel objectif de financement "*d'assurance pour l'humanité dans un contexte d'aggravation des effets climatiques qui frappent tous les pays*", tout en rappelant que sa réussite dépendra du respect des engagements des pays. En 2023, la France a engagé 7,2 milliards d'euros de financements pour l'action climatique à destination des pays en développement, dont 2,8 milliards d'euros dédiés à l'adaptation au changement climatique.

Source : www.vie-publique.fr

1 : résilience : adaptation.

2 : Conférence des Parties désigne la réunion annuelle des Etats pour fixer les objectifs environnementaux mondiaux.

DOCUMENT 3

Montant des recettes environnementales[1] en France (en millions d'euros)

	2023
Énergie/climat	39 044
Transport	6 323
Pollutions/ressources naturelles	11 490
Ensemble	56 858

Source : Rapport sur l'impact environnemental du budget de l'État, octobre 2024.

1 : recettes environnementales : il s'agit des recettes fiscales environnementales, c'est-à-dire le produit des taxes environnementales.

DOCUMENT 4

Évolution du prix des quotas d'émission de carbone de l'Union Européenne (en euros par tonne de CO_2)



Source : « *Marchés du carbone* », Ministère de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, 2025.